Numéro 69

Mardi
22 janvier 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Vous avez dit euro-communiste ? par Jean-Pierre Chevènement • Le vote du budget au Conseil général de Corrèze • Jeux olympiques : les ukases politiques • Mutuelles pénalisées : un «placebo» • La journée nationale des Immigrés : l'action du P.s se précise et s'amplifie • Vingt-et-un pour une autre politique énergétique • Rouen : I.u.t en grève • 5 questions à Marchais

A l'émission «Cartes sur table» à Antenne 2

La gauche attend des réponses

Le Secrétaire général du P.c.f doit jouer, ce lundi soir *«Cartes sur table»*. Dans la situation présente, ce qu'il va dire est attendu avec impatience. Pour ne pas laisser passer l'occasion d'une explication bien nécessaire sur plusieurs points très importants, nous avons pensé utile de rédiger cinq questions qui ne devraient pas rester sans réponse.

La dernière intervention télévisée de Georges Marchais a été diffusée de Moscou. Les propos qu'il a tenus ce jour-là ont jeté un grand trouble dans toute la gauche en France et en Europe, et au sein même de son propre Parti. Nombreux sont ceux qui souhaitent qu'ils ne soient pas ce soir confirmés et qu'il soit mieux tenu compte de l'évolution des évènements - notamment en Afghanistan - des fais nouveaux, et aussi des réactions suscitées un peu partout, y compris dans les milieux les plus proches du Parti communiste français par les déclarations faites en U.r.s.s.

La démarche consistant à interroger, comme nous le faisons, le chef d'un grand parti démocratique - dans une situation de crise de l'union - devrait être comprise par Georges Marchais comme une contribution socialiste à la clarté, dans un débat difficile et dont l'issue peut mettre en péril les espérances que nous portons en commun.

Il est souvent arrivé à Georges Marchais de se plaindre de ne pouvoir s'exprimer comme il le voudrait sur les thèmes majeurs en raison du déroulement des interviews auxquelles il participe à la télé et à la radio.

Si les journalistes d'*Antenne 2* veulent bien lui poser nos cinq questions - dont il aura eu connaissance - il devrait considérer que beaucoup d'hommes et de femmes de gauche - et pas seulement des socialistes - attendent ses réponses. Avec un peu d'angoisse. Mais aussi quelque espoir.

Georges Fillioud

5 questions à Georges Marchais

1. Dans votre intervention lors du XXIIIe congrès, dans le chapitre «Nous avons une grande politique internationale», vous avanciez comme premier objectif : «nous affirmons les principes de souveraineté des nations, d'indépendance, de non-ingérence, de quelque puissance que ce soit dans les affaires intérieures d'un pays». Avez-vous renoncé à ces principes de base, ou le rappel de ces objectifs dans le communiqué commun P.c.f-P.c.u.s, en pleine intervention militaire en Afghanistan signifie-t-il qu'ils s'appliquent à tous sauf à l'U.r.s.s ?

2. Vous dénoncez avec force les «déchaînements anticommunistes hystériques» et soulignez que le P.s y fait chorus. Considérez-vous que les P.c roumain, yougoslave, italien, espagnol, la quasi totalité des P.c européens, le P.c japonais, beaucoup de communistes français, le mouvement de la paix, et de nombreux militants de la C.g.t sont des «soutiens de la bourgeoisie» ou des «agents de l'impérialisme» ?

3. Comment expliquez-vous, en particulier, que le Groupe socialiste européen et le P.c italien aient pû à Strasbourg, rédiger un texte commun sur l'Afghanistan ?

4. Votre approbation de l'intervention soviétique à Kaboul ne constitue-t-elle pas une condamnation, «a posteriori», de votre position d'août 1968, après l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie à Prague ? Déjà à l'époque, les partisans de l'intervention n'évoquaient-ils pas le rôle d'une puissance étrangère ou l'existence d'un traité ?

Compte-tenu des informations dont vous avez pu bénéficier à Moscou, pouvez-vous nous dire à la suite de quelle demande précise de quelle autorité légale afghane, il a été fait appel à l'U.r.s.s ? Pourquoi avez-vous attendu l'intervention des Soviétiques pour vous indigner de l'administration sanglante d'Amin ?

5. Lors de votre intervention à la télévision à Moscou, vous avez déclaré que la Tchécoslovaquie était à l'époque dans une situation différente de l'actuel Afghanistan. Ext-ce que vous continuez à réprouver l'intervention d'août 1968 ? Dès lors, pourquoi avez-vous invité à votre XXIIIe congrès, une délégation du P.c tchécoslovaque, et non des représentants du Printemps de Prague ?

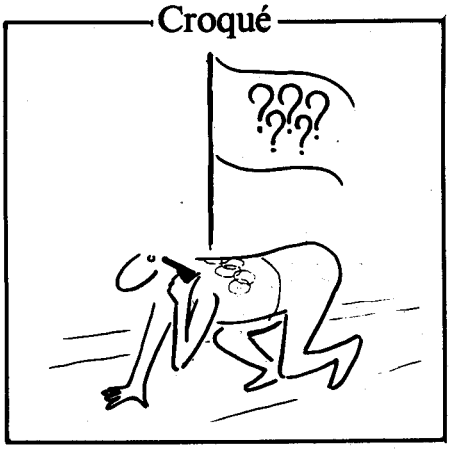
Les sports asservis à la politique

On n'a pas fini de parler de boycott des Jeux olympiques. Déjà plusieurs pays ont pris position. Sont contre : le Comité international olympique, la France, Cuba, la Yougoslavie. Sont «contre, mais...», la Chine qui vient d'être réadmise, le Canada, qui en attendant viennent de rompre leurs relations sportives avec l'U.r.s.s et... les athlètes américains qui déplorent «d'avoir à choisir entre leur sport et leur patriotisme». Sont pour : Jimmy Carter, Margaret Thatcher, l'Arabie Saoudite et l'Egypte qui seront probablement suivis par d'autres pays islamiques.

On voit combien les différentes prises de position des chefs d'Etat réduisent le sport et ses compétitions internationales à un instrument de pouvoir et de nationalisme exarcerbé.

Jean Glavany rappelle en page 2 la position du P.s et les raisons de son refus de boycott.

Croqué



Conférence sur l'énergie mercredi

Un événement politique national

C'est en juin dernier que onze organisations, dont le P.s, constatant qu'un refus massif se manifestait dans le pays contre la politique énergétique du gouvernement et que ce refus ne trouvait aucune possibilité de s'exprimer en l'absence de tout débat parlementaire et de toute consultation véritable, décidaient de lancer en commun une *pétition pour une autre politique énergétique et pour un débat démocratique sur l'énergie.*

Ces organisations sont aujourd'hui au nombre de vingt-et-une (*). La conférence de presse qu'elles organisent mercredi à 15 h à l'Assemblée nationale avec la participation des principaux responsables nationaux (dont Huguette Bourchardeau,

(suite page 4)

POSITION

Vous avez dit euro-communiste ?

par Jean-Pierre Chevènement



J'ai été surpris par le titre du *Monde* du 18 janvier 1980 (Monsieur Chevènement «qualifie le Projet socialiste d'Euro-communiste»). Je l'ai moins été - habitué que je suis à ne pas laisser un différent - par l'exploitation qu'ont tenté d'en faire le lendemain sur *France-Inter,* mon vieil ami Roger Gérard Schwartzenberg (qui aurait préféré -clironnait-il à l'heure où je m'éveille - un Projet «eurosocialiste») ou depuis lors dans le *Poing et la Rose,* tels camarades s'inquiètant pour l'identité du Parti, selon eux menacée.

Qu'avais-je en effet déclaré ? «Si l'eurocommunisme a un autre sens que celui d'une stratégie de repli et s'il correspond à la volonté de transformer démocratiquement, dans le sens des intérêts des travailleurs, les sociétés capitalistes développées de l'Europe de l'Ouest, notre projet peut être qualifié d'euro-communiste». J'ajoutais, croyant dissiper toute ambiguité : «Il s'agit d'ouvrir la voie, par la démocratie, à ce que nous appelons le socialisme autogestionnaire». La vérité est qu'il est bien difficile de savoir ce qu'est l'eurocommunisme.

S'agit-il d'une simple stratégie de repli permettant aux partis communistes occidentaux de survivre dans l'opposition en adaptant simplement leur langage à l'environnement démocratique ?

Ou bien s'agit-il d'une stratégie originale de transition vers le socialisme ?

L'ambiguité de l'eurocommunisme vient de ce que, sans doute, les deux interprétations coexistent aujourd'hui au sein de chaque parti communiste sinon dans la tête de chaque eurocommuniste.

Il y a ceux qui, sous prétexte de réunir les conditions favorables (l'union à la base, la conquête de l'hégémonie dans la société ou la naissance d'une Europe des travailleurs) préfèrent attendre et laissent délibérément la droite au pouvoir, pour des raisons où l'équilibre international actuel entre certainement pour quelque chose.

Actualité du socialisme

Et puis il y a ceux qui cherchent réellement à réunir les conditions du passage au socialisme, en sachant bien entendu qu'il n'y a jamais de garantie à cent pour cent du succès. Or, c'est là la position même du Parti socialiste qui, depuis Epinay, a proclamé l'actualité du socialisme dans la période historique actuelle, et entend lui ouvrir démocratiquement la voie.

En ce sens, notre Projet peut et doit rassembler l'ensemble de la gauche. Tous ceux qui veulent sincèrement transformer la société actuelle sont concernés, c'est-à-dire aussi, les eurocommunistes au bon sens du terme.

Boycott... mal taillé

En vérité, ce qui fait la force du Parti socialiste dans sa condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan, c'est qu'il avait aussi, en leurs temps, condamné les interventions américaines au Vietnam ou au Chili, Française en Centrafrique, vietnamienne au Cambodge... car en matière de défense des droits des peuples et du respect de la non-ingérence, il ne peut y avoir de demi-mesure et de sens unique.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la campagne internationale pour le boycott des Jeux olympiques de Moscou. Cette campagne est relayée en France depuis peu - ô comique - par M. Pierre Mazaud, l'ancien secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports qui découvre soudainement que Sport et Politique sont intimement liés (ce dont nous nous étions aperçus lorsqu'il fit voter l'exécrable loi d'orientation de 1975 portant des coups très durs aux valeurs éducatives et culturelles des activités physiques et sportives dans notre pays) et qui incline volontiers pour un boycott des Jeux de Moscou alors qu'il n'a jamais proposé l'arrêt de nos relations sportives avec les U.s.a quand le Vietnam était écrasé sous les bombes américaines !

Il y a des protestations qui sont bien peu crédibles. Il y a des propositions qui sont bien manoeuvrières. Autant l'invasion de l'Afghanistan mérite notre sévérité, autant nous ne devons pas nous laisser enfermer dans un anti-soviétisme primaire.

Cette campagne est relayée d'ailleurs par certains intellectuels qui constatant - avec raison - les déviations du sport de haut-niveau (nationalismes, violence, aliénation des corps, corruption etc...) sont tentés de tout rejeter en bloc, niant toute possibilité de lutte contre ces déviations et d'avènement d'une compétition sportive reposant sur le seul épanouissement des athlètes, librement recherché.

Mais ce problème doit aussi nous permettre de condamner l'extraordinaire campagne giscardienne sur le thème «ne mélangeons pas sport et politique»!

Quand le budget de la Jeunesse et des Sports ne représente plus que 0,67% du budget de l'Etat... bien sûr, Monsieur Soisson ne fait pas de politique. Il n'en fait pas non plus quand il refuse d'appliquer la loi qui, par le VIIe Plan, prévoyait l'embauche de 5 000 enseignants d'éducation physique en 5 ans.

Il ne fait toujours pas de politique quand il supprime pour ces enseignants le forfait horaire pour l'animation des associations sportives ou quand il tire un trait sur des centaines de centres destinés à l'éducation physique pour les handicapés. Il en fait encore moins quand il prépare une détection - orientation vers le haut-niveau de plus en plus précoce et qu'il organise un commando d'athlètes anti-gugusses qui ne trouveront grâce que s'ils rapportent des médailles.

Bref, Monsieur Soisson s'occupe de sport, pas de politique et, à ce titre, il nous demande avec M. Collard, Président du Comité national olympique, de laisser les athlètes préparer en paix leur saison olympique.

En fait les partisans du boycott comme les faux-apolitiques du sport témoignent ensemble d'un pessimisme flagrant quant aux possibilités pour les athlètes de haut-niveau d'aborder les compétitions sportives en citoyens responsables, capables de porter un jugement lucide sur les réalités de ces compétitions et de leur environnement.

L'athlète citoyen

Il est vrai que toute l'organisation du sport dans nos sociétés a nié, depuis des décennies, et les valeurs éducatives des activités physiques et leur caractère profondément culturel. Partout, et à l'école en premier lieu, on oppose le corps à l'esprit : comment s'étonner alors que les athlètes soient assimilés à des «muscles sans cervelles» ?

En disant «il faut aller à Moscou pour proclamer haut et fort les grands principes de la liberté, de la justice et de la fraternité entre les peuples», le Parti socialiste ne fait qu'affirmer sa conviction que, demain, avec une autre politique sportive, l'athlète - citoyen pourra devenir réalité.

Jean Glavany
de la Commission des Sports Loisirs

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

JOURNEE NATIONALE IMMIGRATION

Pour le respect des droits contre un gouvernement raciste

Après la série d'expulsions dans les foyers (Sonacotra, A.f.r.p, A.f.t.a.m, etc...) et les luttes sociales auxquelles elles ont donné lieu, après le vote par la majorité parlementaire de la loi Bonnet et l'annulation d'un de ses articles par le Conseil constitutionnel sur recours socialiste, au lendemain d'une rencontre P.s - F.l.n et de la venue en France du ministre des Affaires étrangères algérien, la sixième journée nationale «Immigrés» organisée par le P.s se situait en pleine actualité.

C'est sans doute une des raisons de son succès. La présence de Lionel Jospin, Secrétaire national aux Relations internationales, de Jean Le Garrec, membre du Bureau exécutif et de Bernard Derosier (*), député du Nord, chargé par le Groupe socialiste à l'Assemblée nationale de suivre les problèmes de l'immigration, montrait l'importance qu'attache le P.s à cette question.

Une quarantaine de participants, venus pour l'essentiel de départements à forte densité de main d'œuvre immigrée, des maires, des conseillers généraux confrontés à ces problèmes ont pu d'abord faire le point de la situation actuelle, échanger des expériences et faire état de témoignages pris sur le vif et enfin tracer ensemble les perspectives d'action pour les années à venir.

Dans son intervention, Lionel Jospin a dénoncé la politique gouvernementale menée dans ce domaine et situé la lutte pour le respect des droits des immigrés parmi les priorités du P.s.

Sensibiliser l'opinion

Bernard Derosier a recensé l'ensemble des actions déjà entreprises, qu'il s'agisse de la constitution de nombreux collectifs sur le terrain des luttes, de questions d'actualité ou de questions écrites au gouvernement sur le terrain parlementaire, des recours au Conseil constitutionnel ou aux tribunaux administratifs contre les lois Stoléru, Bonnet ou d'Ornano sur le terrain juridique, ou encore de la création de commissions extra-municipales spécialisées dans les villes «de gauche». Toutes ces actions, qui s'inscrivent dans le combat plus général contre les inégalités et les injustices, tendent à une solidarisation des citoyens avec la main d'oeuvre immigrée.

Jean Le Garrec, soulignant la nécessité d'une approche politique globale de l'ensemble des aspects de la situation des quatre millions d'immigrés vivant en France, a particulièrement insisté sur le triple rôle des socialistes : accroissement de la rigueur de notre analyse théorique, définition concrète de notre politique et développement tous azimuts de notre pratique. Sur ce dernier point, Le Garrec a expliqué : «Nous devons d'abord sensibiliser l'opinion ; nous devons ensuite approfondir nos positions ; nous devons créer des rapports de force partout où les problèmes se posent ; nous devons enfin apporter un début de réponse sans attendre l'accession au pouvoir d'Etat».

Les participants ont pu tirer de cette journée nationale les enseignements suivants :

— l'action fédérale s'amplifie : avec l'appui du «national» des journées régionales ont été décidées qui prolongeront les acquis de cette journée ;
liaisons avec les élus (municipalités, Conseils régionaux et généraux) seront resserrées pour intensifier les actions avec ceux qui, sur le terrain des luttes, sont en première ligne pour combattre la politique raciste et xénophobe du pouvoir central.

— l'action change de nature : il faut tirer les conséquences de la sédentarisation croissante des populations immigrées. Un intense travail va être entrepris sur la «2e génération» avec la participation de la délégation nationale, des commissions fédérales et des municipalités : un numéro spécial du *Poing et la Rose* sera consacré à ce thème.

— l'action se spécialise : une commission nationale se tiendra le 18 février prochain sur l'immigration au féminin. Enfin, les liaisons avec les élus (municipalités, conseils régionaux et généraux) seront resserrées pour intensifier les actions avec ceux qui, sur le terrain des luttes, sont en première ligne pour combattre la politique raciste et xénophobe du pouvoir central.

(*)qui tiendra sur ce sujet une réunion publique à St Etienne, demain mercredi à 18h.

L'I.U.T. DE ROUEN EN GREVE

A la suite des coordinations nationales des I.u.t ayant eu lieu à Bordeaux et à Toulouse, l'I.u.t de Rouen est en grève depuis le lundi 14 janvier sur les bases de la plateforme de revendications suivantes :

— reconnaissance du D.u.t dans toutes les conventions collectives professionnelles ;
— équivalence du D.u.t avec le D.e.u.g ;
— budget correct pour de meilleures conditions d'études et de sécurité dans les foyers ;
— droit aux études pour tous, véritable démocratisation des I.u.t.

Une manifestation aura lieu à Rouen ce mardi 22 janvier, dans le cadre d'une journée d'action régionale de tous les I.u.t de France. Le Parti socialiste apporte son soutien à l'action des étudiants et estime légitimes leurs revendications. Laurent Fabius est intervenu auprès du Préfet et du secrétariat d'Etat aux Universités dans ce sens.

CONSEIL GENERAL DE LA CORREZE
Des communistes irresponsables et malhonnêtes

Décidemment, toute occasion semble bonne lorsqu'il s'agit de critiquer l'attitude d'élus socialistes !

Le budget du Conseil général de Corrèze a été voté, samedi, par les élus socialistes qui ont uni leur voix à celles de la droite. Sans connaissance exacte de la situation, l'information pourrait en effet surprendre.

Or, qu'en est-il ? L'Assemblée départementale corrézienne se répartit en quinze élus de droite, onze communistes et quatre socialistes. Au cours de trois mois de travaux, la Commission des Finances du Conseil, qui comprend quatre communistes, un socialiste (Charles Clair qui la préside est également vice président du Conseil) et trois R.p.r, a préparé le budget du département pour 1980.

Bien que toutes leurs propositions aient été intégrées au projet de budget par Charles Clair, les élus communistes se sont abstenus tant en Commission qu'en Assemblée pleinière. Il est évident qu'un département ne peut, pas plus que l'Etat, se passer de budget. Le trésorier payeur général de la Corrèze avait d'ailleurs averti le Conseil, que, faute de ce vote, il ne pourrait plus payer les fonctionnaires.

Mais pourquoi parler de collusion entre le P.s et la droite, alors que les élus communistes corréziens ont eu une attitude des plus irresponsables, ce que *l'Humanité* s'empresse de dissimuler.

Cette volonté de nuire qu'affichent certains élus communistes n'est pas partagée, même en Corrèze, par l'ensemble des conseillers. Mais on n'a pas tenu compte de leur avis.

ELECTIONS CANTONALES PARTIELLES

Luz Saint-Sauveur (Hautes Pyrénées)

Il s'agissait de pourvoir le siège du Conseiller radical de gauche, décédé, élu précédemment avec 56,75 %. Le P.s présentait un candidat dans ce canton pour la première fois.

Ont obtenu : Droite 35,21 % - P.s 28,02 %, M.r.g 25,52 %, P.c 11,23 % - Le candidat socialiste est donc le mieux placé pour le second tour. On remarque un recul très net du candidat communiste qui avait obtenu, lors des précédentes élections, 16,48 %.

Le P.c avait obtenu 17 % aux législatives de 1973 et 15 % à celles de 1978.

Télé-P.S.

BONJOUR LA LOIRE-ATLANTIQUE, BONJOUR LA SARTHE :

VOICI RIPOSTE, A L'ESSAI POUR UNE SEMAINE.

LISEZ-LE, JUGEZ-LE ET ... ABONNEZ-VOUS !

Déficit de la Sécurité Sociale

Les bouts de ficelle de Barrot

En interdisant aux mutuelles de rembourser désormais à leurs membres la totalité de leurs frais médicaux, le gouvernement persévère dans l'erreur. Il semble toujours s'imaginer que les Français se soignent par plaisir et que donc en les «responsabilisant», autrement dit en laissant à leur charge une part accrue de leurs dépenses de santé, ils useront moins tout à la fois de médecins et de médicaments.

Cette erreur n'est pas d'aujourd'hui. C'est elle qui a inspiré les réductions successives du taux de remboursement de certains médicaments ou de certains soins.

En l'occurence le ministre Barrot ne pénalise que les mutualistes. Leur nombre n'est pourtant pas négligeable. Surtout, ils se recrutent en grande masse parmi les plus défavorisés.

A la vision du ministre de la Santé s'opposent d'abord les arguments des dirigeants des mutuelles : à savoir que les malades remboursés à 100% pour leurs soins «en ville» et leurs médicaments sont moins consommateurs de soins hospitaliers que les autres (selon l'Inspection générale des affaires sociales, un service très officiel). Les mutualistes ajoutent que eux, contrairement aux compagnies d'assurances, remboursent les frais sur la seule base des tarifs «conventionnels» refusant de prendre en compte les consultations à 200 F.

Encore faut-il noter que ces arguments, reliés à la circonstance, ne sont rien par rapport aux objections de fond que provoque la politique gouvernementale.

— A suivre la voie tracée, la seule manière de modérer les dépenses de la santé consisterait à supprimer tout remboursement. Quel meilleur frein à ces dépenses que de les laisser à la charge de chacun ! Quel meilleur remède à l'hémorragie financière de la Sécurité sociale !

— Contrairement au postulat de Barrot et Barre, les Français ne se soignent pas trop ! Où serait ce «trop» d'ailleurs, si l'on veut bien penser que rares sont ceux qui visitent leur médecin pour le seul plaisir d'une conversation où suivent leur prescription par amour pervers des pilules. A l'inverse, la santé des Français, notamment des plus pauvres devrait être améliorée.

— Le «trou sans fond» de la Sécurité sociale ne s'explique pas autrement que par des dépenses excessives. Par des charges indues qui en toute logique devraient être financées par le budget et non sur les cotisations des assurés ou par la perte des recettes dûe au chômage (près de 20 milliards de francs).

Une prévention inexistante

Il reste que présentant des solutions inacceptables, le gouvernement répond à un vrai problème, celui de la croissance incontrôlée des dépenses de santé.

Mais pour en prendre la mesure, encore faut-il savoir que la mécanisation, voire bientôt la robotisation, de la médecine deviennent des facteurs déterminants de coûts. Sous la pression des firmes multinationales - telles Siemens - pour qui la technologie médicale est un marché prometteur. Et celà dans une large mesure au détriment d'une politique sanitaire fondée sur la prévention, scandaleusement sous-développée en France.

Lettre de Laurent Fabius au Premier ministre

Le décret du 17 janvier 1980 interdisant le remboursement à 100 % des soins médicaux, soulève une hostilité générale et légitime. Il touche plus de 20 millions de personnes, il frappe indifféremment les catégories défavorisées et les autres. Intervenant après l'augmentation de la cotisation d'assurance maladie et après la taxation des retraites, il ponctionnera encore un peu plus le pouvoir d'achat, contrairement aux déclarations du président de la République et il augmentera pour les familles, le coût de la santé.

Les études disponibles conduisent au plus grand doute sur son efficacité. Enfin, sans apporter aucune solution réelle au financement des dépenses sociales, il porte un coup grave au système mutualiste essentiel à tous ceux qui veulent faire échapper l'économie et la santé à la seule domination du profit.

C'est pourquoi je vous demande de ne pas faire ajouter cette nouvelle injustice au lourd bilan du gouvernement, et de reporter ce décret.

Veuillez croire,.....

Conférence sur l'énergie

(suite de la première page)

Michel Crépeau, Brice Lalonde, Edmond Maire, François Mitterrand) permettra de rappeler les objectifs de la campagne qui s'est développée autour de la pétition et d'en dresser un premier bilan.

Les objectifs - Les organisations signataires se donnaient pour première tâche *l'organisation d'un débat public et contradictoire sur l'énergie* afin de dénoncer la politique du secret en ce domaine, et le monopole de l'information détenu par l'Etat et les grands organismes publics. La pétition appelait également à une nouvelle politique qui donne priorité aux questions de sécurité et, d'une manière générale, organise l'information des Français afin qu'ils puissent se prononcer en toute connaissance de cause sur des orientations qui, au delà de l'écran des débats techniques, appellent des choix politiques, des choix de société.

Enfin, la pétition souhaite une véritable diffusion de l'information qui permette la réflexion sur les alternatives à l'actuelle politique du tout-nucléaire.

Le bilan. Le nombre et l'importance des organisations engagées dans cette campagne marquent un premier succès. Sa forme originale, très décentralisée, a permis en outre un nombre considérable de consultations, d'échanges, de réunions, de constitutions de collectifs de travail et de réflexion à travers l'ensemble du territoire. La démonstration a ainsi été faite qu'une autre conception de la démocratie et de l'information était nécessaire, et possible.

Cette première phase de la campagne sera cloturée courant mars par une manifestation nationale. D'ici là, le 2 février, une autre réunion publique est organisée à l'échelon de la Région parisienne (6, rue Albert de Lapparent).

(*) Parti socialiste - Mouvement des Radicaux de gauche - Parti socialiste unifié - Confédération syndicale des familles - Confédération syndicale du cadre de vie - Groupement des scientifiques pour l'information sur l'Energie nucléaire - Union fédérale des consommateurs - Mouvement rural des jeunes Chrétiens - Fédération Léo Lagrange - Jeunesse étudiante Chrétienne - Conseil national des Associations familiales laïques - Clubs loisirs action jeunesse - Associations populaires familiales et syndicales - Ligue des droits de l'Homme - Jeunes et nature - Mouvement pour une alternative non-violente - Coordination nationale antinucléaire - Nature et progrès - Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté - Culture et liberté - Réseau des amis de la terre.

Commerce extérieur : il y a déficit et déficit

Beau numéro de prestidigitation arithmétique du ministre J.-F. Deniau à propos du bilan du commerce extérieur pour 1979 : déficit de 10,1 milliards de la balance commerciale, mais excédent de 10 milliards de la balance des paiements. La pirouette s'explique principalement par les échanges de services et notamment par les rentrées du tourisme.

L'essentiel n'est pas tellement dans ces chiffres mais dans la physionomie du commerce extérieur. La France reste déficitaire dans ses échanges avec les pays industrialisés à l'exception de la Grande-Bretagne et de la Suisse. Elle tire surtout ses excédents du commerce (à crédit) avec les pays en voie de développement. Ensuite, le pétrole n'explique pas tout ; les importations de biens d'équipement des ménages et les biens de consommation pèsent d'un bon poids dans le déficit.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F. Date et signature :

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.